Du Moyen-Orient à l'Afrique : le djihadisme, enfant monstrueux des politiques impérialistes et libérales

mardi 3 février 2015, par LEMAITRE Yvan, MARTIAL Paul, RYON (du) Bertold, SALINGUE Julien (Date de rédaction antérieure : 29 janvier 2015).

Sommaire

- Aux origines de l'État islamiq
- Aux origines d'Al-Qaïda, (...)
- Régimes d'Arabie Saoudite et
- Afrique : pillage capitaliste

Une semaine après le 7 janvier, Al-Qaïda dans la péninsule arabique (Aqpa), basée au Yémen, revendiquait l'odieux attentat. *« Cette bataille bénie a été conduite par deux héros de l'islam, les frères Saïd et Chérif Kouachi. Ça a été un bienfait d'Allah que cette opération coïncide avec celle du frère moudjahid Coulibaly »* déclare Aqpa. *« Vous attaquez le Califat, vous attaquez l'État islamique, on vous attaque. Vous ne pouvez pas attaquer et ne rien avoir en retour »*, déclarait Coulibaly dans sa vidéo posthume.

Le choc a été brutal, venant rappeler que la France est bien en guerre et qu'il n'est pas possible de répandre la terreur sans effet retour. Que les acteurs de ces meurtres terroristes soient nés et aient grandi en France n'en a rendu le choc que plus violent, incompréhensible pour beaucoup, devant cette conjonction des effets dévastateurs des guerres et de la désespérance sociale.

La réponse du Premier ministre, *« Nous sommes en guerre contre l'islamisme radical »*, rentre dans la logique du *« choc des civilisations »*. Quel déni de réalité ! Le chaos sanglant du Moyen-Orient d'où surgit le djihadisme de certains jeunes musulmans d'Europe ne sort pas de rien. Il est la conséquence d'une histoire, la politique des grandes puissances depuis des décennies et de leurs alliés, dictateurs locaux, de leurs manœuvres pour diviser les peuples, opposer les communautés les unes aux autres et de leurs interventions militaires en Irak, en Libye, en Afrique et aussi en Afghanistan. Le drame palestinien est le cœur de cette guerre permanente contre les peuples pour le pétrole.

Cette politique, coloniale hier, impérialiste et libérale aujourd'hui, la décomposition sociale et politique qu'elle engendre, créent les conditions du développement des fondamentalismes religieux, des ennemis des travailleurs et des peuples.

Il n'y a de réponse que démocratique, en prenant le mal à la racine : la domination capitaliste sur les peuples. Contre l'offensive sécuritaire et la défense de l'ordre moral réactionnaire par le PS allié à toutes les forces réactionnaires, contre les expéditions militaires et leur justifications qui alimentent toutes les formes de racisme contre les musulmans et contre les juifs. On ne peut combattre l'un sans combattre l'autre, comme on ne peut lutter contre le terrorisme sans combattre les politiques sécuritaires et les guerres impérialistes.

Ce dossier revient sur les 14 ans de « guerre contre le terrorisme » qui n’ont fait qu’accentuer ce qu’elle prétendait combattre.

Yvan Lemaitre

Aux origines de l’État islamique, la destruction de l’Irak et de la Syrie

Un développement spectaculaire au cours des dernières années, favorisé par la décomposition des appareils étatiques et la violence de la répression des pouvoirs en place.

En Irak…

La naissance de l’État islamique (EI) remonte à l’année 2006 en Irak, et ne peut être comprise que dans le contexte spécifique de l’Irak post-invasion étatsunienne. Les bombardements puis l’invasion de l’Irak ont en effet été suivis d’une politique de réorganisation du pays par les forces d’occupation, avec notamment la volonté de mettre en place un gouvernement soumis aux intérêts des États-Unis et de leurs alliés. Au nom de la « débaathification » (du nom du parti Baath, celui de Saddam Hussein), une grande partie de l’appareil d’État a été démantelée, avec notamment la dissolution de l’armée, première institution du pays, dont l’origine remontait aux années 1920 sous le mandat britannique.

Ce démantèlement brutal, et l’incapacité des États-Unis et de leurs alliés irakiens à faire émerger des structures politico-administratives légitimes et stables, ont non seulement accéléré la décomposition du pays, mais ont de plus contribué à convaincre nombre de soldats et d’anciens officiers de Saddam Hussein, qui se sont retrouvés sans emploi et sans avenir, de rejoindre les rangs de la résistance à l’occupation. La politique sectaire conduite par le Premier ministre chiite Nouri al-Maliki (en poste de 2006 à 2014), qui marginalise la minorité sunnite (dominante durant l’ère de la dictature de Saddam Hussein), et la répression féroce de l’armée d’occupation et de ses supplétifs irakiens, vont quant à elle favoriser non seulement une radicalisation mais une confessionnalisation des affrontements.

C’est dans ce contexte que l’État islamique a pu naître et se développer. Il ne s’agit évidemment pas de nier l’action et l’idéologie résolues de militants religieux radicaux proches d’Al-Qaïda, mais de comprendre que leur discours et leur projet n’ont pu gagner l’audience qu’ils ont obtenue que dans ce contexte de décomposition de l’État irakien et de confessionnalisation de la politique et des conflits. Tous les spécialistes s’accordent en effet aujourd’hui pour reconnaître que l’on retrouve dans l’ossature de l’EI, et notamment dans son commandement militaire, un nombre significatif d’anciens officiers de Saddam Hussein. Selon l’analyste irakien Hisham al-Hashimi, ce sont aujourd’hui pas moins de 17 des 25 leaders les plus importants de l’EI, parmi lesquels son numéro un, Abu Bakar Al Baghdadi, qui ont transité par les prisons étatsuniennes en Irak pendant les années 2004-2011.

Un basculement s’est opéré à la fin de l’année 2012, lorsque plusieurs villes sunnites se sont soulevées pacifiquement contre le pouvoir central et que ce dernier a tenté d’écraser dans le sang le soulèvement. Dans la ville d’Hawija, au cœur de laquelle un *sit-in* était organisé depuis plusieurs semaines, les troupes de Bagdad ont commis le 23 avril 2013 un véritable massacre : au moins 50 mortEs et plus d’une centaine de blesséEs dans une opération qualifiée, bien évidemment,

d'« antiterroriste » par le gouvernement central. Le silence du pouvoir face aux revendications et la violence de la répression ont achevé de convaincre nombre d'Irakiens de rejoindre les rangs des factions les plus radicales, au premier rang desquelles l'EI, qui a connu un spectaculaire développement après les événements d'Hawija, prenant notamment le contrôle de zones pétrolifères lui permettant de s'autofinancer et remportant de faciles victoires face à une armée irakienne mal préparée, mal entraînée et ne bénéficiant plus du soutien de l'armée US (qui s'est progressivement retirée en 2010-2011).

… et en Syrie

Des causes similaires, quand bien même la situation n'est pas strictement équivalente, ont produit les mêmes effets en Syrie. Le pays n'a bien sûr pas connu d'invasion et d'occupation étrangère. Mais il a lui aussi connu un soulèvement populaire en mars 2011, qui a subi (malgré son caractère pacifique) une violente répression de la part du régime, précipitant le pays dans des affrontements armés de plus en plus violents. On sait désormais que Bachar el-Assad a libéré dès 2011 des prisons syriennes des milliers de militants « djihadistes » dans l'objectif inavoué de durcir et de confessionnaliser les affrontements et de se poser comme seul garant de l'unité de la Syrie et du retour à l'ordre. Ce calcul cynique a en réalité favorisé la jonction entre ces combattants, leurs homologues venus de l'étranger et l'EI.

Dans une Syrie dévastée par les combats et par la violence de la répression du régime, l'EI s'est en effet progressivement imposé, notamment à la lumière de son développement en Irak, comme une force de plus en plus crédible, non seulement pour lutter contre Bachar el-Assad, mais aussi pour ramener un semblant d'ordre dans les villes et régions échappant au contrôle du régime et donc livrées à elles-mêmes. La disparition des structures étatiques a en effet créé une situation de chaos dans ces zones, que l'EI se propose de pacifier et de réorganiser. En effet, en Syrie comme en Irak, l'EI comble le vide laissé par l'État, en rétablissant l'ordre et en fournissant une assistance aux populations : l'EI n'est pas seulement une bande de fanatiques avec une idéologie totalitaire, mais aussi *« un système militaire, politique et économico-social bien huilé »* (pour reprendre les termes de la chercheuse Myriam Benraad.

À cet égard, et ce malgré les dénégations forcenées des chancelleries occidentales, l'EI possède bel et bien certaines caractéristiques d'un État. Son développement spectaculaire au cours des dernières années, en Irak puis en Syrie, aurait été impossible sans les processus de décomposition des appareils étatiques et sans la violence de la répression qui s'est abattue sur les populations marginalisées. Il ne s'agit pas de verser dans le complotisme et de proclamer que les États-Unis ou Bachar el-Assad aurait « créé » de toutes pièces l'EI. Force est toutefois de constater que les combattants et les idéologues du mouvement n'auraient jamais pu acquérir une telle audience et une telle puissance si les pouvoirs en place et leurs alliés internationaux n'avaient pas choisi la politique du pire, au mépris des revendications populaires.

Julien Salingue

Aux origines d'Al-Qaïda, l'URSS et le nouvel ordre mondial

La première manifestation spectaculaire de la mouvance djihadiste moderne a été l'attaque de la Grande mosquée à La Mecque, avec une prise de nombreux otages, en novembre 1979.

Cette action, qui a été réprimée par l'assaut de forces mixtes saoudiennes et françaises, et qui a fait plus de 300 morts des deux côtés, avait été menée au nom d'une idée messianique : l'« arrivée du Mahdi », sauveur envoyé par Dieu. Des membres de la famille Ben Laden ont été impliqués dans la préparation de cette action.

En lutte contre le « communisme »

Sa préparation avait été effectuée au nom d'une dénonciation du mode de vie « impie » des dirigeants saoudiens, fait de luxe, de corruption et de vice. Ce faisant, les djihadistes avaient retourné l'idéologie officielle du royaume wahhabite contre ses dirigeants. Les djihadistes revendiquent l'application au pied de la lettre de l'idéologie, sous sa forme pure et dure, pour « remoraliser » la société, en y soumettant aussi les dirigeants du pays.

La grande lutte des islamistes radicaux des années 1980 sera la lutte contre le régime « communiste » régnant en Afghanistan depuis 1979 et appuyé par une armée d'occupation soviétique. Le régime s'impose par la force à une société qui lui résiste (parmi d'autres raisons, on trouve l'échec d'une réforme agraire ne permettant pas aux paysans affranchis des pouvoirs féodaux de survivre). Mais les forces islamistes qui mènent la résistance armée dénoncent ses aspects modernisateurs, par exemple la scolarisation des filles. Toutes les forces djihadistes de la région se tournent alors contre le communisme, athée et donc pervers par nature. Les services saoudiens et états-uniens fournissent toute sorte d'aide : logistique, matérielle, militaire. Et comme d'autres, Oussama Ben Laden participe à la lutte en Afghanistan…

Le nouvel ordre mondial

L'alliance tacite avec la réaction wahhabite et avec les États-Unis est rompue en 1990. À partir de la « crise du Golfe », suite à l'occupation du Koweït par la dictature irakienne, le royaume saoudien offre son sol au déploiement d'une armada impérialiste qui va bombarder l'Irak en janvier et février 1991. À l'instar d'autres, Oussama Ben Laden dénonce un pouvoir royal qui *« laisse fouler le sol du pays par des soldats non-musulmans, alors qu'il est le gardien de La Mecque et de Médine »*. Leur combat international sera désormais orienté contre les USA et leurs alliés. Ben Laden séjourne dans plusieurs pays arabes, en Libye, au Soudan… S'ensuivront des séjours en Afghanistan, et la préparation des attentats du 11 septembre 2011. Les Talibans, au pouvoir depuis 1996, le protègent.

Le développement des « filiales »

Après 2001, Al-Qaïda, nom désormais connu dans le monde entier, ouvrira des « filiales » dans plusieurs pays arabes. Des groupes locaux cherchent à s'affilier pour gagner en notoriété. En 2004, Al-Qaïda s'implante en Irak pour tenter d'apparaître comme la force en pointe dans la résistance à l'occupation US. En 2007, le dernier reste des groupes islamistes armés en Algérie (après la défaite de la mouvance islamiste dans la guerre civile des années de 1992 à 1999) choisit d'adopter le nom d' « Al-Qaïda au pays du Maghreb islamique » (AQMI).

En 2009, la dernière « filiale » sera créée : « Al-Qaïda dans la péninsule arabique » (AQPA). Aujourd'hui, au Yémen, le réseau profite largement de la faiblesse structurelle du pouvoir central, dans une société à structuration encore tribale et traversée par un clivage confessionnel sunnites/chiites.

Bertold du Ryon

Régimes d’Arabie Saoudite et du Qatar…

L’Arabie Saoudite vient de faire parler d’elle à l’échelle internationale, avec la mort du roi Abdallah, décédé le 23 janvier dernier à l’âgé de 90 ans. Son successeur sera son frère Salmane, un jeunot de 79 ans, aussi « ouvert d’esprit » que son aîné.

Les divers hommages venus des grandes puissances au défunt roi prêteraient à rire, si la réalité de la vie des « sujets » saoudiens n’était pas aussi triste. Mais une partie des dirigeants impérialistes a un peu moins trouvé à rire quand est venue sur la table la question du rôle du royaume saoudien dans la région.

Ainsi le 2 octobre 2014, le vice-président des États-Unis, Joe Biden, déclara lors d’une réunion à l’université de Harvard (aux USA), à propos des soutiens dont bénéficiaient les groupes djihadistes : *« Notre plus gros problème, c’était nos alliés dans la région. Les Turcs sont des grands amis, ainsi que les Saoudiens et les résidents des Émirats arabes unis. Mais (…) ils ont mené une guerre par procuration entre sunnites et chiites, et ils ont fourni des centaines de millions de dollars et des dizaines de milliers d’armes à tous ceux qui acceptent de lutter contre el-Assad. »*

Pouvoir wahhabite et Frères musulmans

On comprend bien que ce qui inquiétait le vice-président US, ce n’est pas que les pays nommés auraient soutenu des forces démocratiques se battant contre la dictature syrienne, mais bien les djihadistes qui conçoivent cette lutte dans une optique de guerre confessionnelle : le pouvoir syrien est entre les mains du courant religieux alaouite, et ses principaux alliés sont chiites (le régime iranien et le Hezbollah libanais).

Certains ont cru ou croient toujours que la monarchie saoudienne soutiendrait les partis affiliés à l’internationale des Frères musulmans, ce qui est une erreur. Si le pouvoir wahhabite saoudien a aidé les Frères musulmans dans les années 1950 et 1960 contre le régime nassériste – le nationalisme arabe séculier était alors son ennemi principal absolu –, les deux sont devenus des rivaux depuis de longues années. Cela s’explique par des rivalités pour la direction des forces islamistes dans le monde, mais aussi par l’orientation « républicaine » des Frères musulmans (qui aspirent à une République islamique, mais rejettent la monarchie).

Concernant l’Égypte, les alliés de l’Arabie saoudite se trouvent parmi les partis salafistes, qui ont majoritairement soutenu les militaires contre les Frères musulmans. L’Arabie saoudite et d’autres monarchies du Golfe ont rapidement collecté 12 milliards de dollars d’aide financière en quelques jours début juillet 2013, permettant au nouveau pouvoir égyptien de colmater les brèches dans le budget de l’État…

Le Qatar en soutien aux radicaux

Le Qatar est le seul régime monarchique du Golfe à déplorer ouvertement la mise à l’écart des Frères musulmans en Egypte. La chaîne télévisée qatarie a pris d’ailleurs ouvertement leur parti, mais le pouvoir qatari a fini par accepter les nouvelles réalités égyptiennes.

Mais le Qatar soutient, lui aussi, des islamistes plus radicaux, d’obédience djihadistes, dans certains

pays. Ainsi, quand les djihadistes avaient pris le pouvoir par les armes au Nord du Mali entre janvier et avril 2012, le Qatar leur fournissait une aide qui ne tarda pas à être remarquée : des avions en provenance du Qatar atterrissaient sur place, officiellement dans un but « humanitaire »…

Et sur le théâtre de guerre syrien, le Qatar joue par ailleurs le même jeu que le pouvoir saoudien, cherchant à transformer l'affrontement politique avec le régime Assad en guerre confessionnelle.

Bertold du Ryon

Afrique : pillage capitaliste et violence intégriste

En Afrique, Il existe trois foyers principaux de djihadisme : la Somalie avec les Shebab, le Nigeria avec Boko Haram et la zone sahélo-saharienne avec principalement AQMI et Al-Mourabitoune.

Ces groupes restent très différents entre eux, tant aux niveaux religieux, financier que par leur agenda. Il n'y a pas non plus de réelle coordination, seulement des aides ponctuelles. C'est ainsi que l'on a pu voir quelques membres de Boko Haram au Mali quand les djihadistes se sont emparés de la partie nord du pays. Ce qui est identique par contre, c'est la politique des gouvernements locaux et occidentaux qui se résume à une simple réponse militaire dont l'efficience est pour le moins douteuse au vu de l'augmentation de la violence qui s'étend à d'autres pays.

La Somalie en est une bonne illustration. Les USA ont soutenu contre les djihadistes les chefs de clans féodaux, ceux-là mêmes qui avaient plongé le pays dans une guerre civile pendant des décennies. La Maison Blanche a même poussé les pays limitrophes comme l'Éthiopie, Djibouti mais aussi le Kenya à intervenir. Pourtant, ces différentes armées n'arrivent toujours pas à venir à bout des Shebab qui, en représailles, ont organisé des attentats à Djibouti et au Kenya. C'est ainsi que dans ce pays les réfugiés somaliens sont stigmatisés par une partie de la population et sont les victimes quotidiennes de violences des forces de l'ordre kényanes.

Les autorités nigérianes n'ont répondu à Boko Haram que par une violence aveugle souvent tournée contre les populations civiles, ce qui a renforcé la secte et l'a poussée dans une cruauté extrême.

L'appui des pays occidentaux à des régimes illégitimes et corrompus, tout comme les interventions militaires directes, ne règlent en rien les problèmes. Les populations des pays sahéliens, en premier lieu les Maliens, souffrent encore des conséquences de l'irresponsabilité des Sarkozy, Cameron et leur intervention armée en Libye.

Militarisme et FMI

Si les réponses militaires restent un échec, c'est parce que ces milices islamistes ont réussi à se construire une base sociale parmi les populations qui sont laissées sur le carreau par les politiques ultralibérales inspirées par l'Europe et les États-Unis et appliquées avec zèle par une élite locale discréditée.

Une des conséquences des politiques économiques du FMI et de la Banque mondiale dans les pays africains a été la destruction des services publics, qui sont maintenant partiellement pris en charge par des confréries islamiques, la plupart financées par les pays du Golfe. Ainsi par exemple, faute de

moyens, l’école publique dans beaucoup de pays africains cède le pas aux madrassa, ces écoles coraniques, qui enseignent aux jeunes un islam wahhabite particulièrement réactionnaire.

La lutte contre ces groupes et leur logique totalitaire – dont les populations, souvent musulmanes, sont les premières victimes – est un impératif. Ces milices croissent sur le terreau de la misère, elles utilisent une jeunesse désœuvrée sans avenir. Il n’est pas anodin qu’Abubakar Shekau, le dirigeant de Boko Haram, soit un ancien enfant des rues sans instruction ni éducation religieuse, contrairement à Mohamed Yusuf le fondateur de cette secte.

La réponse doit être avant tout sociale et donne pleinement sens à la lutte contre la dette qui écrase les populations, contre les APE (accords de partenariat économique) qui contribuent à détruire le tissu économique des pays africains au profit des multinationales européennes, contre le soutien du gouvernement français aux différents potentats qui sévissent en Afrique et empêchent toute évolution démocratique.

Plus que jamais, le message de Thomas Sankara reste d’actualité : *« Ni le Coran, ni la Bible, ni les autres n’ont jamais pu réconcilier le riche et le pauvre ! »*

Paul Martial

P.-S.

* Paru dans l’Hebdo L’Anticapitaliste - 274 (29/01/2015). http://www.npa2009.org/